

Les jeunes centrafricains déplacés en RCA aspirent à l'éducation



Photo: Ngata Salomon Yngamaye/UNICEF - Des enfants à l'école informelle en plein air mise sur pied par les déplacés dans le camp de Doyaba

DOYABA/SIDDHO/N'DJAMENA, 27 mai 2014 (IRIN) - Environ 40 900 enfants et des milliers d'autres jeunes déplacés par les violences en République centrafricaine (RCA) sont bloqués dans les camps de transit du sud du Tchad. Ils n'ont pas accès à l'éducation formelle, n'ont pas ou peu d'opportunités de formation, pas d'opportunités d'emploi. Ils n'ont donc aucune idée de ce que leur réserve l'avenir.

« Il n'y a rien à faire ici – nous ne faisons rien de nos journées », a dit Ibrahim Oumar, un jeune de 25 ans hébergé dans le camp de transit de Doyaba, établi non loin de Sarh. Le camp héberge principalement des rapatriés tchadiens de RCA, dont la majorité est née en RCA. M. Oumar a étudié la finance à l'université. « Je suis prêt à prendre n'importe quel travail. Un jour, je reviendrai [à Bangui] pour finir ».

Abdou Aziz Tarik, 17 ans, est originaire de Bangui, la capitale de la RCA. Il a dit à IRIN : « On peut faire quelque chose quand on va à l'école. Sans cela, on n'arrive à rien ».

Dans certains camps, des enseignants déplacés ont mis sur pied des écoles informelles. Ainsi, dans le camp de transit de Doyaba, ils ont ouvert une école fréquentée par 3 200 enfants de la maternelle au primaire. Mais aucune de ces écoles n'accueille les élèves du secondaire. Quelque 4 000 enfants déplacés ont été redirigés vers les écoles préexistantes, mais aucun des enfants hébergés dans les camps n'a reçu d'éducation formelle pour l'instant, selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Environ 97 000 réfugiés et rapatriés ont fui la RCA en 2013 et en 2014 et sont arrivés au Tchad en quête de sécurité, selon le Haut Commissariat des Nations pour les réfugiés (HCR).

Aide aux réfugiés traumatisés

Bon nombre des enfants et des jeunes interrogés par IRIN à Doyaba ont dit qu'ils avaient été témoins de terribles atrocités. Certains ont vu des membres de leur famille être brûlés, démembrés ou décapités. « L'école représenterait une distraction pour les enfants, cela leur permettrait de penser à autre chose. Nous aimerions recevoir de l'aide de la part des bailleurs de fonds, mais nous parlons, nous parlons et personne n'écoute », a dit Suleiman Adraman, qui fait partie du comité des plaintes de Doyaba.

Dans le camp de Doyaba, qui héberge 17 100 rapatriés et réfugiés, les jeunes cherchent du travail. Ceux qui ont la chance de trouver suffisamment de place – et un ballon – jouent au football.

Un jour, en rentrant de l'école, Ali Bouri Hidjazi, un jeune de 19 ans originaire de Bangui, a assisté aux meurtres de plusieurs personnes, dont sa mère. Des miliciens lui ont coupé les jambes – il marche désormais avec des béquilles. M. Hikjazi regardait ses amis jouer au football lorsque les journalistes d'IRIN lui ont parlé. « Je ne peux plus étudier maintenant – je ne peux même pas aller à l'école. J'étais en quatrième année [au lycée] et je voulais étudier l'informatique ... Je pleure lorsque je regarde mes amis jouer au football ».

Sid Saleh, responsable de la sécurité à Doyaba, a dit que certains jeunes vendaient et consommaient des amphétamines le soir. « Ne pas donner d'occupations aux jeunes représente une menace pour la sécurité », a-t-il dit à IRIN. Ces jeunes traînent autour des toilettes du camp le soir et attaquent les femmes qui veulent y aller, selon M. Saleh et d'autres témoins. « La situation s'est détériorée très rapidement », a dit M. Saleh, « mais nous luttons contre eux, nous nous attaquons aux vendeurs [du camp], bloc par bloc ».

Djamila Mahmat s'occupe des 32 enseignants du primaire qui interviennent bénévolement à Doyaba. « En une nuit, ma vie a été bouleversée. Il fallait faire quelque chose pour les enfants qui arrivent ici », a-t-elle dit à IRIN. « Les enfants ne peuvent pas perdre toute une année de scolarité ».

Les enseignants, qui ne disposent que de quelques guides pédagogiques offerts par le ministre de l'Éducation tchadien et de quelques manuels fournis par l'UNICEF, essaient de venir en aide aux enfants qui ont pris la fuite avec eux.

L'UNICEF a également distribué des matelas et des tableaux – dans chaque classe, deux enfants tiennent les tableaux afin d'éviter qu'ils ne soient emportés par les vents forts. L'UNICEF construit en outre 12 salles de classe provisoires à Doyaba – des salles provisoires, car la plupart des rapatriés seront transférés vers un camp plus permanent, Doyaba étant une base militaire active – ainsi que 24 espaces d'apprentissage à Danamadja, un camp établi à l'ouest du pays et qui offrira un accueil à plus long terme aux populations installées dans les environs, y compris celles de Goré.

La majorité des élèves disparaissent en milieu de matinée pour trouver de la nourriture, car ils ont faim – on peut voir des dizaines d'entre eux autour des manguiers, munis de bâtons pour faire tomber les fruits. Le directeur adjoint de l'école, Yussuf Hassam, a dit que les enseignants eux-aussi avaient faim. « Nous travaillons cinq heures par jour sans grand-chose dans l'estomac. Nous sommes fatigués et nous avons faim », a-t-il dit à IRIN.

Les filles plus âgées disparaissent souvent pendant des jours entiers pour essayer de gagner de l'argent dans les villes et les villages, ont dit des enseignants et des parents, sans donner de détails sur les activités de ces filles.

Les enfants du camp de transit de Siddho, qui accueille une population estimée à 10 000 réfugiés et

rapatriés à la frontière avec la RCA, n'ont pas d'école. Suleman Abdoulaye, 12 ans, vit à Siddho depuis trois mois. « Il n'y a pas d'école, il n'y a rien à faire ».

Sur les 36 enfants interrogés par les journalistes d'IRIN, 30 ont dit que ce qu'ils désiraient le plus – outre le fait, pour les enfants séparés, de retrouver leurs parents – c'était retourner à l'école.

Des projets relatifs à la construction d'un nouveau camp près de Maro, à 80 km de Sarh, sont en cours et des écoles primaires y seront établies. Le HCR construit également des écoles au camp de Belom, situé près de Maro. Le camp accueille principalement des réfugiés à long terme de la RCA, mais aussi quelques nouveaux arrivants.

Pas d'argent

Le plus difficile est de répondre aux besoins des enfants du secondaire, a dit Bruno Maes, responsable de l'UNICEF au Tchad. Il est possible de les intégrer dans les écoles locales, mais la majorité des établissements sont déjà surchargés avec jusqu'à 120 enfants par classe, a-t-il dit.

Sur les 6 millions de dollars dont l'UNICEF a besoin pour construire des écoles, fournir du matériel, recruter et payer des enseignants, l'agence n'a reçu que 535 000 dollars jusqu'à présent.

« Nous n'avons pas les moyens d'étendre l'enseignement en ce moment, mais nous souhaitons le faire », a dit M. Maes. « Nous voulons construire des salles de classe. L'école peut permettre aux enfants de se stabiliser dans tous les camps ».

Une partie des 16,3 millions d'euros alloués par un fonds de l'Union européenne (UE) visant à promouvoir la cohésion sociale pourrait servir au financement d'activités de formation à destination des enfants du secondaire et des jeunes, selon des responsables. L'UE utilise ce fonds pour promouvoir la construction de la paix et la cohésion sociale parmi les communautés affectées par les conflits et pour permettre aux jeunes de redémarrer dans la vie.

Abakar Mahamat, 29 ans, vit dans le camp de Siddho. Pour lui, repartir vers une situation dangereuse est une meilleure solution que de ne rien faire. « Il n'y a pas de télé ici, pas de musique, pas d'endroit pour jouer au football, rien ... Si je ne trouve rien à faire, je rentrerai chez moi [à Bangui], malgré le danger ».